BUREAUX : RUE NAIN, 4

ABONNEMENTS:
ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois,
12 fr; Six mois, 23 fr; Un an, 44 f.
LE NORD DE LA FRANCE: Trois
mois, 14 fr. Six mois, 27 fr.;
Un an, 51 fr. — L'abonnement
continue, sauf avis contraire.

Annonces; 20 centimes la ligne Réglames: 25 centimes - On traite à forfait. -

JOURNAL DE ROUB

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GERANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON RECOIT LES
ANNONCES: A ROUBAIX, *2x bureaux du journal, rue Main, 1; &
Lille, chez M. Béghin, librairrue Grande-Chaussée; AParis, chez
MM. Havas, Laffite-Buller, & Cle
place de la Bourse, 8: A Bruzeles. place de la Bourse, 8; A Bruxeles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Meures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 15, 7 02, 8 17, 9 47, 11 37, m., 12 24, 1 56, 3 39, 5 11, 6 15, 7 33, 8 32, 9 33, 11 11, s. Roubaix à Tourcoing-Mouseron, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 49, 4 58, 5 38, 8 13, 10 22. 11 35. 5 Elle à Roubaix, 5 20,6 55,8 25 9 55,11 05,12 57,2 28,440,5 20,6 55,7 55,40 05,11 15 Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08,6 53,8 08,9 41,1128, 12 15, 1 47, 3 37,5 02,6 03, 7 24,8 23, 9 24,11 02 Monacron à Lille, 6 35,7 50,9 22,11 10, 11 57, 3 13,4 42,5 49,7 02,90

BOURSE DE PARIS

| DU 19 JANVIER | |
|--------------------------------|-------|
| 3 9/0 | 57 80 |
| E = //2 | 84 00 |
| 4 1/2. Emprunt 1872 (5 0/0) | 92 85 |
| Emprunt 1871 | 92 80 |
| DU 20 JANVIER | |
| 2 0/0 | 58 25 |
| - I/ | 84 20 |
| 心臓事を経過し 1872(50/0 | 93 20 |
| Emprunt 1871 | 93 15 |

ROUBAIX, 20 JANVIER 1874

BULLETIN DU JOUR

Beaucoup de journaux parlent aujourd'hui d'une dépèche adressée par un député du centre gauche à une feuille anglaise connue pour ses opinions républicaines... en ce qui nous concerne: le Daily News.

Cette dépêche serait conque à peu près en ces termes: « Ne faites rien pour le nioment au sujet de l'Orénoque. Attendons que le gouvernement soit plus ennuyé, vous soulèverez opportunément cette affaire. »

Ce texte curieux et compromettant aurait été saisi au passage par le gouvernement.

C'est précisément ce fait qui nous inspire quel jues doutes sur l'authenti-cité du récit en question, et non point l'impossibilité qu'une telle dépêche ait pu ètre envoyée.

Nous voudrions, certes, ne pas supposer qu'il y ait dans une chambre tran-çaise ou au dehors un personnage poli-tique capable de l'avoir écrite, cette fameuse dépêche, mais, nous doutons qu'il se fût exposé à la transmettre en ces termes ou même en termes de convention. C'eût été d'une légèreté à laquelle un écolier ne se fut pas laissé prendre.

Dieu nous garde d'accuser celui-ci ou celui-là. Nous ne voulons nommer personne, nous savons jusqu'où peut entraîner le calcul politique et de quelle manière on se peut là-dessus former une conscience. On n'aperçoit pas tout d'abord les conséquences d'une telle démarche, on se persuade même qu'elle offre certains avantages, surtout de se débarrasser, sans rien soulever de trop délicat, d'un ministère embarrassant et

Eh! mon Dieu, c'est une belle chose que le générosité! il est grand de ne supposer à ses adversaires que des sentiments nobles. Mais, à quoi tout cela peut-il aboutir? à se tromper soi-même. N'a-t-on pas vu des hommes porter les armes contre leur patrie. N'at-on pas vu des députés ouvrir à la foule ameutée les portes du palais où siégeait la représentation nationale? N'a-t-on pas vu des députés pactiser avec l'émeute et préparer les révolutions. Tout cels se ressemble, ce sont des actes de même nature. La veille on jure qu'il n'y a pas de traîtres; le lendemain, les traîtres l'ont emporté.

Dans le cas présent, nous ignorons si le calcul supposé par la dépêche a été fait; en tous le cas gouvernement doit le savoir, et, s'il existe, connaître le cou-

Mais que le projet soit vrai, qu'il soit faux, il n'en démontre pas moins qu'il faut user de vigilance, et ne pas supposer dans le camp adverse des qualités chevaleresques qui pourraient ne pas s'y trouver.

Le premier paragraphe de l'article 2 de la loi sur les maires a été adopté par 362 voix contre 324. Un amendement de M. Rolland portant que les maires ne pourront pas être pris en dehors des conseils municipaux sans un avis de la commission départementale a été reje-té. L'amendement de M. Desbons modifié et qui forme le paragraphe 2 de l'article 2 a été adopté. Il édicte que les maires seront ou membres du conseil municipal ou électeurs dans la com-

La Chambre a rejeté la proposition de M. Jean Brunet ayant pour but d'obliger les maires à déclarer qu'ils croient en Dieu et qu'ils sont disposés à

protéger la religion.

M. Raudot a développé un amendement excluant des fonctions de maires certains agents et certaines catégories de personnes M. Baragnon a déclaré que le gouvernement choisirait seulement des hommes dignes de sa confiance. L'amendement a été repoussé ainsi que celui de M. Girard, ayant pour but d'enlever la voix délibérative aux maires et adjoints qui ne seront pas partie des conseils municipaux. L'ensemble de l'article 2 a été voté par 363 voix contre

On lit dans l'Union :

L'Univers est suspendu pour deux mois. Une dépêche de l'Agence Havas nous annonce que cette mesure a été arrêtée ce ma-tin et est « motivée par la publication du » Mandement de l'évêque de Périgueux et » d'autres articles que contient le dernier Luméro de ce journal.

Nous voulons aujourd'hui être sobres de commentaires, et nous borner à exprimer nos sentiments de vives sympathies au vaillant journal qui a l'honneur de succomber sous des haines venues du dehors.

L'Agence Havas ajoute que le gouver-nement a décidé la suppression des passe-ports avec l'Italie. « C'est un indice de plus, dit-elle, des bons rapports qui existent entre la France et le gouvernement italien.»

Le patriotisme nous interdit certains rapprochements douloureux. Mais, en voyant les épreuves que les événements imposent à notre fierté nationale, comment ne pas songer à ce qui nous manque pour retrouver, au milieu de nos malheurs, la di parfois peut suppléer à la force? la dignité qui

La publication par la Gazette de l'Allemagne du Nord de l'article que nous avons reproduit, produit dans le monde politique comme dans le monde des affaires, une émotion profonde. L'opinion publique s'inquiète depuis quelque temps, avec raison, du caractère de nos relations avec les puissances étrangères. Les démentis de la presse officieuse sont impuissants à dissiper cette inquiétude; en dépit des affirmations des optimistes, on persiste à demander avec an-xiété si l'Allemagne et l'Italie ne cherchent pas à nous susciter des difficultés; on s'obstine à ne pas croire que les dispositions du Quirinal nous soient aussi favorables que le certifiait hier même le Français, et à ne pas admettre que « l'opposition » doive être rendue responsable du langage des journaux allemands et des rumeurs en circulation sur les exigences de la chancellerie impériale.

L'instinct national ne s'y trompe pas, en effet; on sent, comme par intuition, que le cabinet de Berlin doit chercher par tous les moyens en son pouvoir à entraver la réorganisation de la France. Le prince de Bismark se trouve en ce moment dans une situation telle, que tout semble le pousser, au point de vue des intérêts de la politique dont il a été le promoteur, comme au point de vue de ses intérêts personnels, à chercher dans des complications étrangères une diversion aux difficultés qu'il rencontre à l'intérieur.

Il est tout naturel qu'il se préoccupe, pour l'avenir de son œuvre, de voir le gouvernement de la France consié au maréchal de Mac-Mahon, à l'homme en qui s'incarnent aujourd'hui, aux yeux de toute l'Europe, l'honneur et les traditions de notre armée. Ni M. Thiers, ni M. Gambetta n'inspireraient de semblables inquiétudes au prince chancelier; il s'applaudirait tout au contraire de l'issue d'une cr se qui ramènerait ces hommes politique au pouvoir.

Aussi personne ne s'étonne d'entendre répéter que la chancellerie allemande se montre mal disposée envers le gouvernement du maréchal. Le ton hautain et provoquant de la Gazette de l'Allemagne du Nord, les sommations qu'elle nous adresse confirmeront pour tout le monde les bruits repandus dans les derniers jours sur les incidents que M. de Bismark chercherait à faire

Le gouvernement agirait, à notre avis, d'une manière plus conforme à la situation que les événements nous ont faites si, au lieu de chercher à étousser les rumeurs dont il lui est impossible d'arrêter la circulation, il faisait nettement connaître à tout le monde les prétentions et les exigences de nos adversaires.

Personne ne peut se méprendre sur les intentions de notre gouvernement; personne en Europe ne peut lui supposer des velléités belliqueusez. Tout le monde sait, à n'en pas douter, que nous sommes à l'heure présente dans l'impossibilité d'entreprendre une grande guerre. La Gazette de l'Allemagne du Nord le reconnaît elle-même quand elle dit que « la faiblesse militaire, dont la » France même a un sentiment profond, » est une garantie pour la paix euro-» péenne. »

Ce n'est donc pas de notre part que peuvent surgir les incidents qui seraient de nature à troubler la paix. Les fautes de l'Empire et les folies de la dictature nous ont mis dans l'impossibilité de songer à autre chose qu'à nous « recueillir, > suivant l'expression imaginée dans les circonstances analogues par le prince de Gortschakoff, pour travailler à notre réorganisation. Nous sommes des vaincus, des blessés, qui ne peuvent plus songer à se jeter de nouveau dans les batailles.

Une seule chose doit nous préoccuper par-dessus tout, c'est le souci de sauvegarder notre honneur. Mais on se trompe si, par une exagération de fierté, l'on suppose que l'honneur d'un grand peuple trahi par la fortune, écrasé dans une lutte inegale, doive être défendu de la même manière que si nous n'avions rien perdu de notre ancienne prépondérance. C'est dans l'intérêt même de notre dignité qu'il est indispensable, à netre avis, de ne pas dissimuler plus longtemps les prejets et les vues de nos ennemis. Le gouvernement du maréchal n'est pas responsable de l'impuissance dans laquelle nous nous trouvons pour le moment. Les révélations qu'il pourra faire ne tourneront certainement pas à l'honneur du gouvernement de Berlin, s'il est vrai, comme les bruits en circulation le font croire, qu'il veuille abuser de sa victoire pour nous imposer des exigences que rien ne saurait justifier.

Le pouvoir commettrait donc, suivant nous, une grande faute, s'il persistait à nier les difficultés trop réelles dont il est assailli et s'il s'imaginait pouvoir les résoudre par les procédés habituels de la diplomatie. Sans de telles circonstauces, la politique à ciel ouvert est la seule qu'on puisse honorablement suivre. Le gouvernement se tromperait s'il pensait étousser les prétentions de l'Allemagne dans le silence des chancelleries; il trouverait bien plus de force même pour résister, dans la mesure du possible, si, faisant connaître à tous à quelles exigences nous sommes en butte, il en appelait courageusement à la conscience de l'Europe. J. Bourgeois.

(Gazetle de France).

Le patriotisme de la gauche

La Presse annonce que le gouvernenement a entre les mains une dépêche tres-compromettante adressée par un député de la Gauche à un de ses coreligionnaires politiques italiens.

Cette dépèche aurait eu pour but de porter des conseils aux radicaux de la péninsule, relativement à la conduite à suivre en vue d'un mouvement contre la France.

On lit dans la Presse.

· Si nous sommes bien informés, la re-cente lettre pastorale de l'Evêque de Périgueux serait l'objet d'un app d'abus devant le conseil d'Etat. appel

LETTRE DE PARIS (Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 19 janvier 1874. Les feuilles thiéristes et radicales ne pardonnent pas à toutes les fractions de la droite d'avoir fait un accueil si chaleureux à l'é-loquent discours prononcé par M. Lucien Brun et dans lequel il a de nouveau pro-clamé, avec tant de fermeté et d'élévation de langage, l'impérieuse nécessité de la

monarchie comme hase fondamentale de l'édifice social.

Toute la presse royaliste, dans les dépar-tements, rend hommage à la déclaration faite par M. Lucien Brun et qui doit éclairer et convaincre tous les esprits qui n'ont point de parti pris contre les conditions vitales de notre existence nationale.

A propos des deux votes qui,dans la séance de samedi dernier, ont donné une si faible majorité au ministère, on lit dans le Fran-cais, organe de M. le duc de Broglie : « Les défectionnaires sont pour la plupart des conservateurs nuance centre gauche et aussi quelques bonapartistes. Au contraire, les députés de la droite, à très peu d'exceptions près, ont hier résolument soutenu le gou-vernement, montrant une fois de plus cette haute raison politique et cette intelligence très-nette des nécessités de la situation. »

Cet aveu du Français doit faire comprendre au duc de Broglie que son seul appui est du côté de la droite, avec laquelle son intérêt serait de marcher sans aucune réserve.

Il se fait en ce moment, à Versailles, un travail important pour reconstituer l'union de toutes les droites! Cette union sera manifestée dans le prochain renouvellement du bureau des divers groupes conservateurs de la rue des Réservoirs; M. Ernoul serait choisi pour président et les autres membres seraient pris dans toutes les réunions de la droite, Chevau-légers, réunion Pradié, réu-nion Colbert.

Il faut, en face de cette coalition révolu-tionnaire et disciplinée de 300 voix, que toutes les fractions de la droite restent forte-ment unies et alors le gouvernement ne sera plus tenté de dévier vers le centre gauche, qui, comme le constate le Français, laisse échapper trop souvent des défectionnaires. On s'entretient toujeurs beauceup à Ver-

sailles des intrigues de M. Thiers avec les bonapartistes, de ses entretiens fréquents avec le général Fleury, M. Rouher et d'au-tres notabilités napoléoniennes. Plusieurs membres du centre gauche se montreraient, dit-on, assez mécontents de ce rapproche-ment de M. Thiers avec le parti bonapar-

Il n'est pas douteux que le gouvernement présentera le projet de loi sur la presse avant la discussion des lois constitution-

Vous n'avez pas oublié que le journal l'Assemblée nationale fut interdit le 14 mars 1873, pour un article sur le prince de Bis-mark. Le même sort vient de frapper la courageuse rédaction de l'*Univers*, à la suite des notes du comte d'Arnim contre les mandements de nos évêques. La publica-tion de la lettre pastorale de Mgr l'évêque de Périgueux, pour promulger la dernière encyclique du Saint Père, a été pour le gouvernement un prétexte de donner satisfaction à M. de Bismark. Le chancelier allemand tient à nous faire sentir que nous sommes encore des vaincus. La commission de décentralisation, pour

répondre aux désirs des membres de la droite, presse la rédaction de la loi municipale qui pourraitêtre prêt dit-on, pour le milieu de fé-

vrier.

P.-S. — Le Français déclare, ce soir, que si la loi sur les maires n'est pas votée dans les conditions que demande le ministère, il est très décidé à se retirer.

DE SAINT-CHÉRON.

LETTRE DE VERSAILLES (Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Versailles, 19 janvier 1874. Le dernier serutin de la séance de samedi a eu lieu trop tard pour que nous ayons pu vous en entretenir.

DU 21 JANVIER 18:4

- 7 -

LE SERMENT SOUVENIRS D'UN MÉDECIN MILITAIRE

NOUVELLE. - (SUITE)

Le but que se proposait le général ne m'avait pas échappé: fidèle aux instructions de l'empereur, il voyait dans le mariage entre Français et Espagnoles un moyen de rapprocher les deux peuples; le mien pouvait servir les combinaisons de sa politique parmi les éléments de pacification de l'Espagne. Que m'importaient ses intentions? Si je pouvais contribuer à atténuer les haines, à réconcilier les cœurs, tant mieux, mais si l'on voulait m'entraîner ainsi que Marietta dans une voie indignede nous, je comptais sur elle et sur moi pour échapper aux piéges qui au-

raient mis notre honneur en péril. Le général était très-content du succès de sa diplomatie; je ne l'étais pas moins de l'engagement qu'il m'avait fait preudre. En le quittant, je me dirigesi vers la demeure de Marietta pour lui faire part de mes intentions. La nuit était déjà épaisse. Dans une des rues étroites que j'avais à traverser,

fut impossible de distinguer les traits Je sentis sa main qui m'effleurait le visage et s'abaissait sur ma poitrine; quand il fut passé, je retirai un stylet qui était resté enfoncé dans mes vêtements; évidemment il n'avait pas voulu me tuer, car la peau n'avait même pas élé atteinte.

Je montrai l'arme à Marietta, qui l'examina attentivement, la retournant dans tous les sens, et parut réfléchir. · C'est une menace, dit-elle, et un

avertissement. - Pourquoi m'en voudrait-on?

- Je ne sais, mais prenez garde. Pour parer le danger, j'aurais besoin dans cet étrange pays d'un conseiller qui m'aidat constamment de ses

avis. - C'est vrai, docteur, vous jouez étourdiment avec le péril; je crains d'être involontairement cause d'un malheur. - Supposez-vous que mes visites pourraient armer la haine contre moi?

- Peut-ètre bien. » Nous restâmes quelques instants si-lencieux; elle faisait des réflexions qu'elle ne voulait ou n'osait m'avouer. J'y trouvai une transition toute naturelle et lui proposai de combler tous mes vœux en s'unissant à moi par un lien indissoluble. Le rôle de protecteur plaît généralement au cœur des femmes, j'étais convaincu qu'il flatterait le sien

Elle me connaissait assez pour savoir que la preoccupation de mon salut

Feuilleten du Journal de Roubaix je sus croisé par un homme dont il me n'entrait pour rien dans ma détermina- meilleure garantie de notre bonheur; je ombrageuse; Marietta avait le secret de tion; mais je vis bien que l'histoire du stylet avait éveillé sa sollicitude et alarmé son affection. Elle ne joua pas la surprise; elle savait que je l'aimais et ne croyait pas avoir besein de me dire ce qu'elle éprouvait pour moi ; si elle hésitrit, c'était pour des raisons dont je n'avais pas droit d'être blessé.

« Si je suis fière et heureuse de devenir votre femme, me dit-elle, vous le savez. Je fais le serment de ne jamais tromper votre affection. Jamais la mienne ne vous fera défaut. Jamais un autre homme ne partagera dans mon cœur la place qui vous appartient; mais en échange j'attends de vous deux choses : qu'il me soit permis de conserver mon attachement à mon pays; je suis Espagnole, c'est un titre que je ne veux pas abdiquer. Promettez-moi en outre une confiance absolue. Si dans ma conduite quelques circonstances vous paraissaient de nature à vous porter ombrage, vous sentez-vous capable d'en éloigner votre pensée et de ne croire qu'en moi? Dites, en êtes-vous capa-ble? »

Son regard loyal et ferme était fixé sur moi. Je n'ai jamais eu ce patriolisme étroit qui fait un devoir d'une haine implacable envers les autres peuples, pourquoi aurai-je demandé à ma femme une abjuration que pour mon compte je lui aurai refusée ?

Cette confiance absolue qu'elle me demendait, jo la considérais comme la

savais bien que, si je n'avais pas foi en elle, aucune vigilance n'aurait pu me rassurer; j'aurais eu honte d'éprouver le moindre doute : je promis et notre union fut décidée.

J'aurais voulu que la cérémonie se fit sans bruit et sans éclat; mais le général, qui voulait en obtenir un effet moral sur les populations espagnoles, insista pourqu'elle fût entouréed'une pompeuse solennité. L'assistance était nombreuse, tous les officiers de la garnison se pressèrent dans l'église et j'entendis un murmure d'admiration circuler parmi les spectateurs quand Marietta descendit la nef, si belle sous son voile blanc qui faisait ressortir l'ébène de ses cheveux et l'éclat de ses yeux noirs. Derrière les piliers quelques Espagnois se tenaient le regard sombre: leur attitude haineuse protestait contre l'impiété d'une alliance entre la fille des victimes et l'un des oppresseurs de son pays; mais cette impression disparut noyée dans la joie de ce jour de fête.

J'étais heureux : l'époque qui suivit tint toutes les promesses de cette date si impatiemment attendue. Le monde était circonscrit pour moi dans notre demeure; je savourais les douceurs de la vie intime avec une plénitude dont je ne puis encore aujourd'hui évoquer le souvenir sans attendrissement. Mes rèves ne dépassaient pas les limites de notre toyer; j'y trouvais une sollicitude toujours en éveil, jamais mes desirs et de mes gouts, j'avais assez de veiller sur mon trésor, je me laissais doucement aller au plaisir de

Quelles belles promenades nous fai-sions le soir dans les sentiers parfumés par les fleurs du printemps! Comme la nature nous semblait belle à l'heure du crépuscule si propice aux rêveries des amoureux? Les sites les plus sauvages avaient du charme pour nous, tant ce qui nous entourait reslétait les riantes images de nos pensées. Elle s'était réservé une part de liberté

et m'avait annoncé qu'il y aurait dans sa vie des détails interdits à mes questions. J'y étais préparé; cependant telle est l'absorbante tyrannie du cœur humain que le mien ne pouvait s'empêcher de murmurer lorsque je la voyais sortir sans qu'il me fût permis de lui demander où elle allait, à quel usage étaient consacrées les heures qu'elle ma dérobait.

Un soir, à l'heure où une nuit épaisse commençait à envelopper la ville, je la rencontrai dans une rue écartée, voile lui couvrait le visage, elle quittait un homme qu'à son costume je reconnus pour un Espagnol; sa démarche, l'intonation de sa voix me rappelèrent Ca-louya. Rentré à la maison, je question-nai Marietta; elle me répondit en mettant un doigt sur sa bouche :
« Et ta promesse, ne t'en souvieus-tu

pas?